

Les Journées de l'Economie 2011

Le Luxembourg dans la Grande Région : compétitivité et croissance économique

Les 15 et 16 février 2011, les Journées de l'Economie, forum économique transfrontalier, ont rassemblé près de 300 personnes à la Chambre de Commerce du Grand Duché de Luxembourg. L'objet de cette 6^{ème} édition des Journées de l'Economie, organisée au profit de l'association Jonk Entrepreneuren, était de proposer une synthèse des cinq éditions précédentes et de réfléchir à la compétitivité et à la croissance en tant que problématique commune de l'ensemble des régions parties prenantes de la Grande Région. De nombreux entrepreneurs, acteurs politiques et économistes ont donné un point de vue éclairé et documenté sur leur perception de la compétitivité du Luxembourg dans la Grande Région. Deux axes de réflexion ont été abordés au cours de ces deux demi-journées.

1. La compétitivité des entreprises en Grande Région

La Grande Région, avec en son cœur le Luxembourg, concentre a priori nombre d'ingrédients propices à son développement économique. Ce ne sont pas moins de 11,5 millions d'habitants, 375 000 entreprises, 15 universités et 220 000 étudiants que compte ce territoire transfrontalier au cœur de l'Europe. Quels sont les facteurs de réussite et les défis que rencontrent au quotidien les entreprises ?

Le ministre de l'Intérieur et à la Grande Région a insisté sur la nécessité de confirmer l'ancrage du Luxembourg dans la Grande Région et sa capacité d'entraînement dans l'essor économique grand-régional. Le Grand-Duché est porteur d'une vision ambitieuse de la Grande Région tant au niveau économique, logistique, environnemental que culturel. De manière réciproque, en tant que vivier d'emplois pour l'économie luxembourgeoise, la Grande Région doit permettre la mise en place d'un cadre propice à l'esprit d'entreprendre et à l'innovation, favoriser la convergence fiscale, réglementaire et institutionnelle, en atténuant au mieux les barrières et obstacles à l'échange et à la mobilité transnationale et promouvoir une plus grande cohésion territoriale.

Les Journées de l'Economie ont été l'occasion de présenter les premiers résultats d'une étude PwC, disponible fin mars, sur la compétitivité des entreprises en Lorraine, Wallonie, Sarre et au Luxembourg. Cette étude a mis en exergue deux facteurs clés pour le développement des PME, à savoir l'innovation et l'exportation.

Il ressort également de l'étude que 40% des entreprises interrogées ne disposent pas de business plan, pourtant si nécessaire à la maîtrise et à la conduite de leur développement. Autrement dit, au-delà du respect de la forme, une large partie des entreprises n'ont pas aujourd'hui de vision claire de la stratégie qu'il leur faut mettre en œuvre.

Les chefs d'entreprise ont unanimement souligné que la réussite des projets tenait d'abord et surtout au capital humain : aux hommes, à leur savoir-faire, à leur engagement. C'est la raison pour laquelle, sur un territoire multiculturel comme celui de la Grande Région, la maîtrise des langues étrangères et la mise en œuvre concrète et efficiente d'un plan de formation sont indispensables afin d'alimenter l'espace grand-régional en compétences nécessaires à son développement endogène.

Au total, les entrepreneurs participant aux Journées de l'Economie et qui avaient contribué à l'étude, demandent davantage d'intégration des économies transfrontalières et plaident pour une réduction, au sein de la Grande Région, des pesanteurs administratives, des divergences nationales en termes de coûts du travail, tout en soulignant le besoin pour l'ensemble de l'espace économique en main d'œuvre qualifiée.

Conscient de cet état des lieux, le président de la région Lorraine et de la Grande Région a confirmé la volonté politique de renforcer les coopérations, de créer de véritables et concrètes synergies économiques en s'appuyant sur le moteur luxembourgeois. La Grande Région, qui représente initialement et principalement un bassin de main-d'œuvre du point de vue économique, doit développer un véritable projet de vie en commun. Cette ambition partagée par les décideurs politiques doit se décliner dans les domaines de l'éducation, la recherche ou encore la mobilité afin de créer une métropole polycentrique dynamique à forte identité.

2. La compétitivité du Luxembourg

Si on limite la notion de compétitivité à ses seuls aspects de coût salarial et de charge fiscale supportée par une entreprise, le Luxembourg semble apparemment relativement bien placé en comparaison avec ses partenaires de la Grande Région. Néanmoins, la compétitivité englobe bien d'autres aspects et doit être appréhendée dans son évolution historique et tendancielle. Dans ces conditions, le Grand-Duché ne présente pas que des avantages.

L'avantage en niveau dont dispose le Luxembourg grâce à des coûts salariaux relativement faibles en raison d'une part importante de cotisations sociales subventionnées par l'Etat, est en train de se perdre. Cette érosion est cependant lente et ne semble pas encore inquiéter véritablement les acteurs économiques et sociaux. Il est donc important de réfléchir à des actions de modernisation de l'économie en tenant compte des deux aspects de la compétitivité, à savoir la compétitivité structurelle à long terme (innovation, infrastructures) mais aussi la compétitivité à court terme qui est liée aux coûts et aux prix.

Du point de vue microéconomique, il faut dire que la compétitivité demeure une problématique spécifique selon les secteurs d'activités économiques considérés. Les activités manufacturières seront en effet plutôt sensibles à des considérations de coût du travail compte tenu de la nature des processus productifs, alors que les activités à forte valeur ajoutée telles que l'informatique et les nouvelles technologies de l'information et de la communication seront demandeuses d'infrastructures matérielles et immatérielles plus que d'avantages en matière de coût salarial. Il semble tout de même que certaines tendances ressortent : les entreprises luxembourgeoises souffrent d'une érosion des marges sous l'effet conjugué de l'imposition des prix par le marché et les forces de concurrence internationale, d'un côté, et de la hausse des coûts salariaux et de l'énergie, de l'autre. Il faut également citer les trop nombreuses charges administratives qui pénalisent la mise en œuvre rapide des projets décidés et constituent donc un frein au développement, autrement appelé handicap à la compétitivité. Le Luxembourg, comme la plupart des pays développés, s'emploie à assoir sa croissance économique et son développement durable sur l'innovation. De ce point de vue, ses qualités compétitives ont trait à sa capacité à compenser son déficit en main d'œuvre qualifiée en attirant des ressources humaines des régions frontalières ainsi que les meilleurs talents. Il ressort aussi un consensus sur la nécessité d'insuffler une envie aux jeunes (luxembourgeois, résidents de la Grande Région) d'entreprendre.

En phase avec l'ensemble des intervenants des Journées de l'Economie, le ministre de l'Economie et du Commerce extérieur a affirmé la nécessité d'un choc dans l'opinion publique qui ne perçoit pas la lente érosion de la compétitivité du pays. Alors que les besoins divergent naturellement selon la branche économique considérée, le Luxembourg doit valoriser les synergies et la mobilité au sein de la Grande Région, renouer le dialogue social, s'accorder sur les indicateurs conjoncturels, mettre en place des mécanismes d'alerte, se concentrer sur l'éducation et la formation et investir dans la recherche. Défendant son paquet de 65 mesures pour renforcer la compétitivité au niveau national, le ministre prévoit la publication prochaine d'un bilan pour faire le point sur les mesures d'amélioration de la compétitivité.

Conférence organisée par :



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR
Observatoire de la Compétitivité



En collaboration avec :



En présence de :

Jeannot Krecké,	Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur
Jean-Marie Halsdorf,	Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
Jean-Pierre Masseret,	Président de la Grande Région, Président du Conseil régional de Lorraine

Intervenants de l'édition 2011 :

Serge Allegrezza,	Directeur Observatoire de la compétitivité, Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur
Stéphane Bailly,	Directeur général, Groupe Bailly
Romain Bausch,	Président et CEO, SES
Philippe de Beco,	Administrateur délégué, Pirson International
Axel Comhaire,	Directeur, PwC Belgique, Liège
Jacques Delpla,	Economiste
Joachim Demmer,	Associé, PwC Allemagne, Sarrebruck
Robert Dennewald,	Président, Eurobéton
Lionel Fontagné,	Professeur à l'Université Paris I

Pierre Gramegna,	Directeur Général de la Chambre de Commerce du Grand Duché de Luxembourg
René Grosbusch,	Gérant administratif, Grosbusch & Fils
Etienne Henry,	Associé, PwC France, Metz – Strasbourg
Luc Henzig,	Associé, PwC Luxembourg
Marco Houwen,	CEO, Luxcloud
Max Philip Krajewski,	Directeur financier, Saarcoating
Christophe Loly,	Associé, PwC Luxembourg
Yves Mersch,	Gouverneur de la Banque Centrale du Luxembourg
Didier Mouget,	Managing Partner, PwC Luxembourg
Louis-Claude Porel,	Président, Hydro Leduc
Nicolas Soisson,	Directeur, Fedil
Marc Solvi,	CEO, Paul Wurth
Carlo Thelen,	Economiste en chef, Chambre de Commerce du Grand Duché de Luxembourg
Carlo Thill,	Président du Comité de Direction, BGL BNP Paribas
Marc Wagener,	Directeur général, Landewyck Group